



LA DÉCADE

LA LETTRE DU CERCLE JEAN BAPTISTE SAY

« Les lumières et la morale sont aussi nécessaires au maintien de la République que le fut le courage pour la conquérir. »

novembre 2016

POURQUOI « LA DÉCADE » ?

« *La Décade philosophique, littéraire et politique* » cofondée par Jean-Baptiste Say en avril 1794 était publiée chaque décadi, dernier jour des trois décades qui rythmaient les mois du calendrier républicain. Selon l'affiche publicitaire qui soutint son lancement, son ambition était « d'instruire et amuser » !

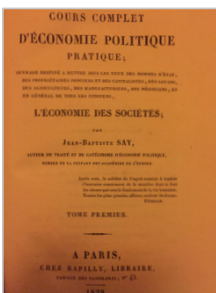
« La Décade », publiée sur internet 10 fois par an, le 10 du mois, sera l'outil de communication du Cercle Jean-Baptiste Say (www.cerclejeanbaptistesay.com), parlera d'économie, tâchera d'instruire et tentera d'amuser... Tentez votre chance ! L'abonnement est gratuit et la diffusion repose sur la promotion des lecteurs. Hommage donc à la sagesse d'un révolutionnaire qui a si bien compris l'importance de la prospérité dans le développement et le maintien de la démocratie. Et si bien expliqué les conditions nécessaires à cette prospérité : la liberté, la propriété, l'échange, le travail. Sans entrepreneurs, point de prospérité et sans prospérité, point de solidarité !

Avec Jean-Baptiste Say comme guide et pédagogue, rappeler les principes fondamentaux de l'économie et expliquer simplement les mécanismes de création de richesse pour qu'ils puissent se remettre en marche dans notre pays, voilà l'ambition de la Décade.

Il nous l'avait bien dit

novembre 2016

De l'utilité de la fortune et des fortunés...



Après la Fiac en octobre, Paris Photo + Fotofever en novembre et avec notre entrepreneur du mois, J-B Say nous donne quelques raisons de penser qu'une société doit être aimable avec ses plus fortunés, à une seule condition...

« (...) un homme riche, quand il a du mérite, se fait acteur, non sur un théâtre, mais sur la scène du monde. Tantôt, comme Malesherbes, il recueille des végétaux étrangers, qu'il acclimate par degrés, et dont il enrichit le sol de la patrie. Tantôt il cultive les lettres comme Helvétius, ou à l'exemple de Turgot et de Ricardo, il remonte aux sources de la prospérité publique. Si son goût le porte vers les sciences, comme Lavoisier, il leur consacre son temps et sa fortune.

Lors même qu'il n'a aucun de ces talents qui attirent les regards, il peut jouer un rôle honorable et même important. Celui qui peut, en s'aidant de ses lumières et de celles des autres, acheter avec discernement les productions des arts, les collections, les livres qui se recommandent par quelque mérite, exerce une sorte de magistrature, puisqu'il a des encouragements et des récompenses à

distribuer. Que de services ne peut-il pas rendre de sa personne et de sa bourse ! Il est vrai qu'il faut du discernement et des ménagements : du discernement pour n'être pas dupe de l'intrigue et ne favoriser que le mérite ; des ménagements, pour ne pas blesser les amours-propres. Mais cela même occupe, et l'occupation fait la vie. L'oisiveté ne convient qu'à la sottise. »

Cours complet d'économie politique, T1. 1828 p.89

Analyse économique

novembre 2016

Une économie de la complexité exige des politiques plus modestes

En 2008, la Reine d'Angleterre s'était interrogée devant un parterre d'économistes à la London School of Economics sur les raisons pour lesquelles personne n'avait vu venir la crise. Depuis lors, le débat reste houleux parmi les économistes sur les limites des outils conceptuels sous-jacents à la macroéconomie et à la finance contemporaine. Dans un article récent intitulé le problème de la macroéconomie, Paul Romer, chef économiste de la banque mondiale et nobélisable a ces mots très durs : « les modèles macro utilisent maintenant des hypothèses incroyables pour arriver à des conclusions absurdes ». Il cible tout particulièrement les modèles dits d'Équilibre Général Dynamique et Stochastique.

Derrière ce terme un peu barbare se trouvent des modèles économiques qui sont construits à partir d'un agent représentatif dont on suppose qu'il développe des anticipations rationnelles sur l'évolution de l'économie et ajuste son comportement en fonction. Ceci permet de répondre à la critique de Robert Lucas des anciens modèles macroéconomiques. Ceux-ci étaient construits à partir d'estimations des relations économiques sur la base des données observées. Selon Lucas, et cela est sans doute vrai à moyen terme, les agents économiques modifient leur comportement en fonction des politiques économiques, ce qui invalide les estimations réalisées sur la base de données passées. Dès lors il est apparu nécessaire de construire des modèles dits micro-fondés, c'est-à-dire construits à partir d'une modélisation du comportement rationnel des agents économiques. Mais afin de pouvoir être utilisables, ces modèles doivent reposer sur un certain nombre d'hypothèses et ils posent eux-mêmes leurs propres problèmes d'estimation. Au-delà de ces aspects techniques, il faut retenir que ces modèles reposent sur une modélisation mécaniste et linéaire de l'activité économique.

La crise a montré les limites de ces modèles. Au début de celle-ci, les estimations du montant des pertes liées aux subprimes étaient très limitées et les simulations reposant sur la base de ces modèles laissaient envisager une récession modérée suivie d'un rapide retour à la moyenne. La réalité fut toute autre. Ceci s'explique probablement par la trop grande simplification de ces modèles économiques, qui ne reflète pas la complexité du système économique.

Complexité et non complication.

La complexité n'est pas la complication. Une centrale nucléaire, une voiture, un avion sont des systèmes compliqués, c'est-à-dire caractérisés par l'assemblage de très nombreuses parties mais dont les parties peuvent être divisées en sous-parties plus simples. Si l'on comprend et modélise le comportement de chacune de ces parties, on comprend et modélise le fonctionnement de l'ensemble. Il en est tout autre d'un système complexe. Dans un système complexe, de nouvelles propriétés émergent par l'interaction des différents agents le composant. Pour illustrer, comprendre comment on conduit une voiture ne donne aucune information sur l'évolution de la circulation sur une autoroute, notamment dans un bouchon.

Schématiquement, un système complexe doit être compris comme un ensemble de nœuds (les agents économiques comme les entreprises, les ménages, les États...) reliés ensemble par des canaux divers et variés (commerce international, canaux financiers, politiques, confiance des affaires, informations, technologies, relations militaires, voyages...). La complexité d'un système augmente avec le nombre de nœuds, avec le nombre de canaux mais aussi avec la taille de ces canaux ainsi que la vitesse de circulation à l'intérieur de ceux-ci. Il va de soi qu'avec la mondialisation et les nouvelles technologies, la complexité de l'économie mondiale a fortement augmenté.

Considérer l'économie comme un système complexe a des conséquences importantes. Premièrement, ce système évolue dans le temps, notamment parce que les agents s'adaptent aux changements. En conséquence, l'état du système économique à un moment donné dépend de sa trajectoire passée. Dans une économie mécaniste, on pourrait reconstituer à l'identique une société ayant fait faillite. Dans la réalité cela est impossible.

Deuxièmement, la notion d'équilibre sur laquelle repose l'économie classique devient toute relative. Il y a en fait des phases de stabilité qui durent un certain temps, jusqu'à ce que le système ne bascule progressivement vers un autre état autour duquel il se stabilise. Inéluctablement, un système complexe traverse des crises, dont la violence peut-être beaucoup plus forte que ce que les lois normales suggèrent.

Troisièmement, le débat sous-jacent à l'économie mécaniste : marché contre planificateur centralisé est caduque. Confronté à l'incertitude et à cette incapacité de prévoir exactement l'avenir, le marché peut se tromper et ne pas résoudre un problème, mais le planificateur centralisé se trompe tout autant, si ce n'est plus. La force du marché est qu'il permet d'essayer différentes solutions en concurrence afin de trouver la meilleure.

Les conséquences politiques de la complexité : la modestie

Cette complexité commence à être prise en compte. L'OCDE a organisé un séminaire fin septembre sur l'impact de la complexité sur les politiques, dont les enseignements sont riches. C'est tout d'abord un appel à respecter un principe de modestie.

L'économie est un système trop complexe pour être certain des conséquences d'une politique donnée. Une belle métaphore employée suggère de passer d'une approche du cerveau machine à celle du jardinier. Plutôt que de viser un objectif précis, la politique doit viser à créer les conditions les plus favorables au développement économique. Lex Hoodguin évoque cinq aspects à développer :

- Suivi constant et surveillance des évolutions du système
- Conscience des agents pour qu'ils détectent les erreurs et les opportunités
- Résilience
- Capacité d'adaptation
- Capacité créative

Le développement de ces capacités doit permettre au système économique d'être suffisamment souple pour s'adapter en douceur aux changements qui s'imposent. Si le système ne s'adapte pas, l'effondrement menace.

Eric Beinhocker propose également de modifier la manière de répondre aux problèmes politiques : plutôt que de chercher LA solution à un problème, essayer un portefeuille de différentes politiques pour voir lesquels fonctionnent, les améliorer graduellement. De plus comme les systèmes sont voués à connaître des crises, l'objectif des politiques économiques doit être d'éviter qu'elles ne soient dévastatrices au lieu de chercher à optimiser le fonctionnement du système économique en régime de croisière. Bill White, ancien chef économiste de la BRI, insiste aussi sur le fait que la stabilité d'une partie de l'économie ne garantit pas que cette partie ne sera pas l'objet d'une crise. Dans la décade de novembre 2015, nous évoquions le cas de l'Espagne dans les années 2000, qui est un bon exemple .

Conclusion

C'est une véritable révolution copernicienne qui s'ouvre potentiellement pour l'économie. Cela ne signifie pas que les enseignements passés de l'économie soient à jeter à la poubelle, mais il faudra sans doute remettre en question beaucoup de certitudes. Mais au-delà des conséquences sur la science économique, les conséquences pour les politiques économiques sont aussi importantes. Par exemple, ne plus chercher à faire baisser directement le taux de chômage, mais trouver comment permettre les conditions d'une baisse du taux de chômage...

Reçu 10/10

novembre 2016

« Une vérité appartient non pas au premier qui la dit, mais au premier qui la prouve. »
(Traité 1^{re} ed.)

Commentaire Automne 2016 ; Agnès Verdier-Molinié : le drame du déficit social.



Comme toujours, la dernière livraison de **Commentaire** est riche de bonnes lectures. Nous avons notamment relevé l'analyse d'Agnès Verdier-Molinié :

- Avec moins de 1 % de la population mondiale, la France représente 15 % de la dépense sociale globale. Cette dépense sociale, c'est un tiers de notre PIB et 80 % de nos prélèvements obligatoires.
- Les prestations sociales représentaient 22 % du PIB en 1981 contre 16 % dans la moyenne de l'OCDE. Alors que celle-ci progressait à 22 % en 2014 elles sont donc passées chez nous à 32 %. Presque la moitié -15 % du PIB- résulte de nos retraites, là où nos voisins y consacrent 12 %.
- La complexité des systèmes de collecte et de liquidation, et la liste infinie des différentes aides et prestations multiplie le nombre d'intervenants. Elles génèrent des coûts de gestion évalués à presque 6 % des dépenses (317 000 salariés et 43 milliards par an !).
- L'erreur majeure aura été l'abaissement de l'âge de la retraite à taux plein à 60 ans et le développement des dispositifs de cessation d'activité pour les 55-59 ans afin de réduire le chômage.
- Enfin, l'assiette de financement reposant sur le travail, et donc sur son coût, a affaibli notre compétitivité, conduisant au développement du chômage auquel a été appliqué un traitement social toujours plus coûteux...Le parfait cercle vicieux !
- La dette sociale cumulée représente 130 milliards d'euros car, en dépit de son poids, ce système de dépense n'est pas autofinancé : il est déficitaire tous les ans, constituant un vol intergénérationnel honteux.

Mais on ne peut vivre indéfiniment à crédit ou sur le dos des générations futures.
Les responsables publics sauront-ils bien l'expliquer et prendre les mesures qui s'imposent ?

Collé 0/10



novembre 2016

« L'économie : il y a peu de sujet sur lequel on se soit plus donné carrière pour déraisonner »
(traité 1^{re} ed.)

Doing Business in France : cela ne s'arrange pas...

Comme à la fin de chaque mois d'octobre, la Banque Mondiale publie son rapport « **Doing business** » qui évalue, selon des critères variés et précis, la facilité à développer les affaires pays par pays :

- La Nouvelle-Zélande détrône Singapour en tête du classement.
- 25^e il y a deux ans, puis 27^e, la France termine cette année 29^e sur 190 pays... une forme de constance dans la relégation !
- Mais plus préoccupant encore est le classement de notre pays dans l'univers des 32 pays de l'OCDE à « haut revenu » ... Il y tient la 22^e place, le Royaume-Uni étant n°5, les Etats-Unis n°6 et l'Allemagne n°12.

Ce résultat honteux tient au bonnet d'âne de la France dans deux matières : la facilité à obtenir des crédits et, bien sûr, la fiscalité. Appelons cela des chantiers de progrès pour l'avenir ! Et soyons positifs : le pays est au 12^e rang pour la création d'entreprises...

Parole d'entrepreneur

novembre 2016

Sonia RAMEAU



Diplômée de l'École hôtelière de Lausanne, Sonia RAMEAU a passé plus de quinze ans à conseiller des start-up Internet sur le plan stratégique, le développement partenarial, la démarche marketing & Business Développement.

Entre 2001 à 2009, elle a participé au développement de Notrefamille.com (Genealogie.com & Cadeaux.com), dont elle a été Directeur Général adjoint. Elle est également fondateur associé de Youscribe.com, qu'elle a accompagné dans sa phase de lancement.

Elle est membre du **Comité directeur de CroissancePlus**, réseau d'entreprises de croissance présidé par Jean-Baptiste Danet.

Elle s'exerce depuis 12 ans à la sculpture et collectionne des œuvres d'art.

Cette expérience artistique, combinée à la conviction qu'Internet peut jouer un rôle clé dans la promotion d'artistes vivants, l'a décidé à créer www.artistics.com

« Artistics est une galerie en ligne d'œuvres d'art contemporain dont les objectifs sont de faciliter les relations entre les artistes et les amateurs d'art et de développer les pratiques d'achat dans ce secteur, via le digital »

1) Pourquoi être devenue entrepreneur ?

J'ai choisi d'entreprendre car les challenges de la création et du développement me stimulent. J'ai toujours eu envie de faire grandir les projets que l'on m'a confiés. Je suis également très avide de liberté et pense qu'un entrepreneur, même s'il doit faire face à de nombreuses contraintes, reste libre de s'adapter, à sa manière, à l'environnement de marché qu'il a choisi.

Après une première expérience de 4 ans dans un grand groupe et une reprise d'étude pour obtenir un MBA, j'ai eu l'opportunité en 1996 de travailler pour une start-up internet internationale. Je n'ai ensuite plus quitté le monde des start-ups et de leur financement qui sont étroitement liés et qui me passionnent. J'ai d'abord créé une société de conseil auprès de start-ups internet car je savais que ce que nous étions susceptibles de proposer au marché leur serait utile. J'ai ensuite participé activement au développement de deux sites internet grand public. Il ne me manquait plus qu'une idée et beaucoup d'énergie pour me lancer dans ce que j'avais identifié comme disruptif et attractif sur le marché de l'art : une galerie d'art contemporain en ligne.

2) Le chef d'entreprise est-il le seul à entreprendre ?

L'entrepreneur est souvent seul à prendre les risques financiers mais il est loin d'être seul dans le développement de son projet.

L'entrepreneur se nourrit de son environnement pour identifier un secteur porteur ou une opportunité de marché. Puis il teste son idée auprès de son entourage ou de cibles potentielles. Il prend enfin la décision de se lancer lorsqu'il pense que son projet a du potentiel et qu'il pourra s'entourer des bonnes personnes pour le réaliser. Je n'aurais jamais pu monter notre galerie en ligne Artistics seule. Je me suis entourée de compétences confirmées avec un directeur technique, un directeur éditorial et communication (j'avais déjà travaillé avec eux dans le passé), et d'une équipe opérationnelle qui contribue très efficacement au développement de la société et à laquelle j'essaye d'insuffler convictions et énergie.

3) Pour vous, qu'est-ce que la création de valeur ?

Je dirais que c'est d'abord de contribuer au bien-être et au plaisir des personnes à qui l'on rend service, avec lesquelles on travaille ou interagit. Le projet d'Artistics, met en valeur des artistes et leurs œuvres d'art, et contribue ainsi à la création de valeur. Il crée des émotions et encourage la réflexion aussi bien à titre individuel qu'au sein de l'entreprise.

Je ne défends pas une vision philanthropique de l'entreprise, mais dans une société divisée et marquée par la défiance, il me semble que les entrepreneurs doivent aussi prendre la mesure de leur responsabilité sociale. La création de valeur financière, indispensable à la pérennité de l'entreprise, n'est qu'un des aspects de la création de valeur.

4) Quelles sont les trois mesures que vous prendriez pour améliorer le développement des entreprises françaises ?

Je baisserais drastiquement les charges sociales des jeunes entreprises (toutes catégories de salaires confondues) car elles freinent considérablement leur croissance. Je les augmenterais au fur et à mesure que l'entreprise devient rentable et prospère, ce qui implique évidemment un suivi régulier de leur situation. Je continuerais à développer des mesures favorables à l'innovation, qu'elle soit technologique ou autre.

J'optimiserais les mesures actuelles qui encouragent tous les citoyens à investir dans les jeunes entreprises, notamment à travers une fiscalité personnelle plus favorable. Enfin, je proposerais une quatrième mesure pour permettre le développement des entreprises dédiées au rayonnement de l'art contemporain français : la mise en place d'un dispositif d'incitation fiscale pour ceux qui soutiennent et investissent dans le travail d'artistes vivants Français ou installés en France.
